

Les listes des États-Unis et l'acharnement contre Cuba

Les listes des États-Unis et l'acharnement contre Cuba



o

À la mi-mai, la nouvelle s'est répandue que le département d'État américain envisageait de retirer Cuba de la liste des pays qui « **ne coopèrent pas pleinement** » dans la lutte contre le terrorisme. La note : « le 15 mai, le secrétaire d'État Antony Blinken a déterminé et certifié, en vertu de la section 40A de la loi sur le contrôle des exportations d'armes, que quatre pays - la Corée du Nord, l'Iran, la Syrie et le Venezuela - ne coopéraient pas pleinement avec les efforts antiterroristes des États-Unis en 2023 ». **Les circonstances justifiant le maintien de La Havane sur la liste ont changé entre 2022 et 2023.**

Le gouvernement cubain, par la voix ironique du ministre des Affaires étrangères Bruno Rodríguez, a immédiatement réagi : « **Les États-Unis viennent d'admettre que Cuba coopère pleinement contre le terrorisme** ».

Or, cette décision relève du Congrès américain et non du Département d'Etat. Le paradoxe de cette demi-mesure est que non seulement elle doit être avalisée par le Congrès, mais qu'elle n'implique pas le retrait de Cuba de la liste des pays soutenant le terrorisme. **Cette liste a été dressée en 1982 par Ronald Reagan, qui a lancé la guerre des étoiles pour contenir et démanteler le socialisme.**

Le galimatias de l'administration Biden consiste à dire que Cuba a déjà cessé de « ne pas coopérer pleinement » dans la lutte contre le terrorisme, mais que, dans le même temps, c'est une nation qui sponsorise le terrorisme. Comme l'a souligné Bruno Rodríguez, « cette mesure n'implique pas le retrait de Cuba de la liste des nations soutenant le terrorisme et c'est ce qu'il faut faire, le reste n'est que manipulation politique ».

Tout au long de l'histoire des États-Unis, des listes ont été créées en fonction des critères de domination du moment : communisme, terrorisme, lutte contre la drogue, diverses formes de recours à la doctrine de sécurité nationale, au contre-espionnage ou à la contre-insurrection.

L'effet pratique de la liste à laquelle nous faisons référence est d'indiquer que les États-Unis ne peuvent pas vendre d'armes à Cuba ou à d'autres pays qui encouragent le terrorisme. **Dans le cas de Cuba, il est évident qu'en raison du blocus (ou de l'embargo, comme l'appellent les Yankees), non seulement ils ne peuvent pas vendre d'armes à Cuba, mais aussi des médicaments, de la nourriture, des ordinateurs, des bicyclettes et absolument rien d'autre.** Les lois Torricelli et Helms-Burton, adoptées dans les années 1990, sont extraterritoriales et interdisent à tous les pays du monde de commercer avec Cuba, sous peine de sanctions américaines.

Les citoyens américains eux-mêmes n'ont pas le droit d'acheter des produits cubains, de voyager à Cuba ou d'écrire à Cuba. **Le gouvernement mexicain est allé jusqu'à poursuivre les entreprises américaines qui produisent et vendent des armes, dont des centaines de milliers entrent illégalement au service des trafiquants de drogue - n'est-ce pas là promouvoir le terrorisme depuis les États-Unis ?**

Obama a fait une minuscule tentative pour ouvrir les espaces, en 2015 il a retiré Cuba de la liste des terroristes. En 2021, Trump l'a incluse à nouveau et son secrétaire d'État, Mike Pompeo, a annoncé que « le régime de Castro doit mettre fin à son soutien au terrorisme international et à la subversion de la justice américaine ». Il est reproché à Cuba d'avoir refusé d'extrader, comme le demandaient les États-Unis, des membres de l'Armée de libération nationale accusés par ces derniers d'avoir fait exploser une école de police à Bogota en 2019.

Cuba a refusé l'extradition parce qu'à l'époque, elle jouait le rôle de médiateur et accueillait les dialogues de paix en Colombie. Nous nous demandons qui, du gouvernement colombien ou du gouvernement américain, doit appliquer la justice. Pourquoi les Américains pensent-ils que ce sont eux qui doivent et peuvent juger les combattants colombiens ?

S'agissait-il d'un mécanisme visant à perturber les pourparlers de paix, et ces derniers parviendraient-ils à mettre un terme aux livraisons d'armes massives des États-Unis à la Colombie ?

Pompeo a également accusé Cuba d'avoir donné refuge à la combattante du Black Power Assata Shakur (Joanne Chesimard), condamnée en 1973, il y a 51 ans ! Enfin, il a ajouté que le Venezuela survivait et que Maduro restait au pouvoir grâce à Cuba, ce qui était déjà intolérable pour les bonnes consciences. Autant de mensonges qu'ils profèrent en toute impunité dans ce monde contemporain où les États-Unis, la France, l'Angleterre et l'Allemagne fournissent des tonnes d'armes de toutes sortes à Israël pour assassiner chaque jour des milliers de femmes, d'enfants, d'hommes, de jeunes, de journalistes, de travailleurs humanitaires d'organisations internationales et de membres de l'ONU en Palestine... et ce n'est évidemment pas du terrorisme.

Ils restent silencieux quand Israël viole les mandats de l'ONU et de la Cour internationale, ainsi que toutes les règles de préservation de la population civile . Ces gouvernements savent que Cuba n'a jamais soutenu ni exécuté aucun acte terroriste ; au contraire, elle a été victime d'un harcèlement constant avec toutes sortes de mesures, des bombes, des enlèvements, des assassinats, des fléaux, en plus du blocus inhumain.

L'éternelle fureur contre Cuba, cette amertume, cette rancœur, cette méchanceté, cette haine, cette animosité, ce ressentiment, cette colère, cette amertume, cette férocité, cette sévérité, cette cruauté, cette brutalité et cette inhumanité qui cherchent à éclipser, à obscurcir, à empoisonner, à corroder, à attaquer, à agresser, à attaquer, à frapper, à battre, à menacer, à intimider..., mais avec tout cela, **ils n'ont réussi ni à briser Cuba, ni à y mettre fin**. C'est au prix de grands efforts, de résistance et d'héroïsme que le peuple cubain a affronté cette chaîne de l'arbitraire.

(Source La Jornada)

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/356515-les-listes-des-etats-unis-et-lacharnement-contre-cuba>



Radio Habana Cuba